

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :  
083-248300543-20240318-lmc1322379-DE-1-1  
Date de validation par la préfecture : mardi 19 mars 2024  
Date d'affichage : 20/03/2024

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 18 MARS 2024**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>  <b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
<b>OBJET DE LA DECISION</b>		
<b>N° 24/189</b>  <b>CONVENTION DE MUTUALISATION DU SERVICE VAGUEMESTRES AVEC LA VILLE DE CARQUEIRANNE - ANNEES 2023-2024 - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

**ABSENTS :**

Mme Geneviève LEVY, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 24/189**

**BUREAU DU 18 MARS 2024**

**O B J E T : CONVENTION DE MUTUALISATION DU SERVICE  
VAGUEMESTRES AVEC LA VILLE DE CARQUEIRANNE  
- ANNEES 2023-2024 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le projet de convention annexé,

**CONSIDERANT** que conformément à la loi du 16 décembre 2010 portant sur la réforme des collectivités territoriales, la Métropole Toulon Provence Méditerranée entend œuvrer à la maîtrise des dépenses publiques par une meilleure organisation de ses services,

**CONSIDERANT** que l'activité des vaguemestres exercée dans le cadre du service courrier présente une utilité commune tant pour la ville de Carqueiranne que pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**CONSIDERANT** que la ville de Carqueiranne souhaite bénéficier de cette mutualisation durant les années 2023 et 2024,

**CONSIDERANT** que les missions effectuées par la Métropole pour le compte de la commune donneront lieu à remboursement dans les conditions prévues à l'article D.5211-16 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**CONSIDERANT** que la formule retenue pour le remboursement est arrêtée comme suit :  $(MS \text{ (Masse salariale)} + Ch. \text{ (autres charges du service)}) \times \% \text{ (quotité de mise à disposition du service)}$ ,

**CONSIDERANT** qu'il convient en conséquence d'approuver les termes de la convention jointe et d'autoriser Monsieur le Président à la signer,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

## **ARTICLE 2**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention annexée.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 18 mars 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0



## **CONVENTION DE MUTUALISATION - DU SERVICE « VAGUEMESTRES »**

**Entre :**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité à cet effet par décision du Bureau Métropolitain n° ..... en date du .....

Ci-après désignée « **TPM** »,

**D'une part,**

La Ville de CARQUEIRANNE, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Amaud LATIL, dûment habilité à cet effet par délibération du Conseil Municipal n° ..... en date du .....

Ci-après désignée « **la Ville** »,

**D'autre part,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.521 1-4-1, §III,

**VU** le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

### **IL A PREALABLEMENT ETE EXPOSE CE QUI SUIT :**

Certains services de la Métropole présentent une utilité commune à l'établissement public de coopération intercommunale et aux villes membres pour l'exercice des compétences incombant à chacune d'entre elles.

C'est le cas notamment de l'activité des « vagemestres » exercée dans le cadre du service Courrier.

En effet, l'exercice de cette activité, d'une part par la commune, et, d'autre part, par TPM, implique un dédoublement des moyens humains et matériels nécessaires induisant des dépenses publiques supplémentaires. Ce résultat est contre-productif pour l'organisation intercommunale qui doit avant tout être source d'économie grâce à la gestion rationalisée mise en place.

La Loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a pris acte de cet impératif de bonne organisation des services dans un objectif de maîtrise des dépenses publiques sans toutefois remettre en cause les principes fondateurs de l'intercommunalité : la spécialité et l'exclusivité.

De même la loi du 16 Décembre 2010 portant sur la réforme des collectivités territoriales prône le développement de la mutualisation des services.

Ainsi, l'article L.521 1-4.1, §III du Code Général des Collectivités Territoriales précise que « les services d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent être en tout ou partie mis à disposition d'une ou plusieurs de ses communes membres, pour l'exercice de leurs compétences, lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre de la bonne organisation des services ».

Cette possibilité a déjà été expérimentée avec succès avec la Ville.

Selon le souhait de la Ville, les parties ont envisagé la reconduction du dispositif.

Les services de la Métropole TPM concernés sont ci-après désignés « services mutualisés de vaguemestres ».

### **CELA EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :**

#### **ARTICLE 1er : Objet**

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités et les conditions de la mise à disposition par TPM auprès de la ville du service de vaguemestres.

#### **ARTICEL 2 : Durée**

La présente convention entre en vigueur à compter du 1er janvier 2023 et prendra fin le 31 décembre 2024.

#### **ARTICLE 3 : Définition du service mutualisé**

Le service mutualisé au sens de la présente convention est constitué de trois vaguemestres de TPM, rattachés au service Courrier.

Il s'agit de trois agents de catégorie C dont les noms seront communiqués à la Ville sur sa demande.

#### **ARTICLE 4 : Missions du service mutualisé pour le compte de la commune**

L'intervention, pour le compte de la commune du service mutualisé a pour objet les missions suivantes :

- Transport et transmission de courriers et plis entre la Ville et TPM,

- Transport et transmission de courriers et plis de la Ville vers le Conseil Départemental du Var à Toulon,
- Transport et transmission de courriers et plis municipaux de la Mairie vers la Préfecture du Var à Toulon,
- Réception et transport de courriers et plis municipaux de la Préfecture du Var à Toulon vers la Mairie.

#### **ARTICLE 5 : Modalités d'exécution du service**

- Les missions susvisées étant réalisées dans le cadre du service Courrier de TPM, elles seront exécutées conformément au planning journalier établi par ce service en concertation avec la Ville.
- TPM s'engage à transmettre à la Préfecture et au Conseil Départemental du Var les documents remis par la Ville, le jour même de cette remise. En cas de non-respect de cet engagement, TPM informe la Ville dans les plus brefs délais du retard pris dans la transmission.
- La ville reconnaît être informée que l'ensemble des documents transportés transitent nécessairement dans les locaux de TPM,
- Lorsque le transport et la transmission de documents sont effectués pour le compte de la Ville, cette dernière en fixe par écrit la nature et le nombre.
- La remise et la collecte des documents auprès de la Ville se fait en un point unique préalablement déterminé par les parties.

#### **ARTICLE 6 : Responsabilité**

Le service vaguemestre est placé sous la responsabilité de la Métropole.

Les agents dépendent toutefois de l'autorité fonctionnelle du maire pour les missions réalisées pour le compte de la ville telles que définies à l'article 4.

#### **ARTICLE 7 : Dispositions financières**

Les missions effectuées par le service mutualisé pour le compte de la Ville donnent lieu à remboursement dans les conditions prévues à l'article D5211-16 du CGCT.

La quotité de la mise à disposition du service de TPM est déterminée en fonction du nombre de tournées effectuées vers la ville.

La formule retenue pour le remboursement est arrêtée comme suit :

$$(MS + Ch.) * x \%$$

Dans laquelle :

x % correspond à la quotité de mise à disposition du service (part relative des prestations effectuées pour le compte de la ville)

« MS » correspond aux Charges salariales brutes des vaguemestres  
« Ch. » correspond aux autres charges du service : carburant consommé par le service, location de véhicules, etc.

Les éléments du calcul seront constatés par TPM à chaque fin d'année et communiqués à la ville avant le 30 janvier de l'année suivante.

Sauf contestation de la Ville dans un délai de 15 jours à compter de la transmission des éléments de calcul, un titre du montant correspondant sera émis dans les meilleurs délais.

#### Dispositions spécifiques relatives aux prestations réalisées en 2023

Compte-tenu de la date d'élaboration de la présente convention, les prestations réalisées en 2023 seront remboursées dans les meilleurs délais à l'issue de la signature de la convention.

### **ARTICLE 8 : Modalités de résiliation**

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie pour tout motif, sous réserve du respect d'un préavis de 3 mois.

Les services effectués pour l'année en cours donneront lieu à un remboursement calculé selon les modalités définies à l'article précédent.

### **ARTICLE 9 : Réflexion sur la gestion optimale des moyens humains**

En cas de décision de ne pas renouveler, ou en cas de résiliation, les parties s'engagent à étudier, durant la période de 3 mois précédant la fin des relations contractuelles, les autres modalités d'organisation des moyens humains du service mutualisé dans une optique de solidarité, d'efficacité, d'économie d'échelle et de gestion optimale du service public.

### **ARTICLE 10 : Compétence juridictionnelle**

En cas de litige pour l'application de la présente convention les parties s'en remettent au juge du Tribunal Administratif de Toulon.

Fait à Toulon, le

Pour la Ville de Carqueiranne  
Le Maire,

Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Le Président,

Arnaud LATIL

Jean-Pierre GIRAN